

Domaine Droit, Economie, Gestion Mention Droit privé, sciences criminelles et carrières judiciaires Spécialité Droit pénal et sciences criminelles

RNCP13462 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Toulouse 1 Capitole

<http://www.univ-tlse1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Suivre des dossiers de contentieux pénal.
- Informer et conseiller les divers interlocuteurs (mis en cause, plaignant, accusation...) sur le risque pénal lié à leur activité en exposant la nature du risque encouru et les conséquences de la réalisation de cette même activité.
- Rédiger des rapports, des actes de procédure et de prévention.
- Assurer une veille juridique en droit pénal et sciences criminelles.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les diplômés maîtrisent :

- des connaissances juridiques de haut niveau dans le domaine du droit pénal, de la procédure pénale, du droit d'application des peines et des sciences criminelles.
- des capacités de recherches d'éléments juridiques textuels, jurisprudentiels et doctrinaux permettant de prévenir ou de traiter un problème.
- des capacités d'analyse, de synthèse et d'interprétation des textes de loi, ou de décisions de jurisprudence, afin d'envisager des solutions pour la résolution de litiges.
- des capacités de rédaction et de présentation de rapports de recherche, d'enquêtes ou de notes.
- des facultés d'adaptation à l'évolution du droit pénal et des sciences criminelles afin de répondre au mieux aux attentes des usagers. L'actualisation des connaissances permettra de prendre en compte et d'intégrer les bonnes pratiques disponibles dans les services concernés.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les titulaires du diplôme peuvent occuper des emplois :

- d'analyste et de rédacteur dans l'édition juridique
- dans le secteur de la recherche juridique publique ou privée

- dans les services contentieux des entreprises
- dans le monde associatif
- dans le monde judiciaire

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Conseiller juridique
- Juriste d'entreprise
- Analyste ou rédacteur dans l'édition juridique

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

oui

Composition des jurys :2 enseignants chercheurs, professeurs ou maîtres de conférence

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

oui

Composition des jurys : 2 enseignants chercheurs professeurs ou maîtres de conférence

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Non

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Oui

Composition des jurys :2 enseignants chercheurs professeurs ou maîtres de conférence

COMPOSITION DU JURY — VAE

oui

Composition des jurys :au moins 2 enseignants chercheurs et au moins 2 praticiens

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/13462/>